



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T1 2019

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2018 (le rapport de gestion de 2018) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour les secteurs Services bancaires de détail au Canada, Services bancaires de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2019 » et pour le secteur Siège social, à la rubrique « Orientation pour 2019 », et tels qu'ils peuvent être mis à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant), ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2019 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « objectif », « cible », « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque associé aux écarts de taux), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses priorités stratégiques à court et à long terme, notamment réaliser des acquisitions et des plans stratégiques; la capacité de la Banque de recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres, les directives réglementaires en matière de liquidité et le régime de recapitalisation interne de la banque; l'exposition aux litiges et aux affaires réglementaires d'envergure; la concurrence accrue de la part de concurrents bien établis et non traditionnels, y compris de la concurrence d'entreprises de technologie financière et autres grands concurrents technologiques; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2018, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants et subséquents et acquisitions en cours » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/fr. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2018 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour les secteurs Services bancaires de détail au Canada, Services bancaires de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2019 » et pour le secteur Siège social, à la rubrique « Orientation pour 2019 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

1. **Groupe Banque TD**
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

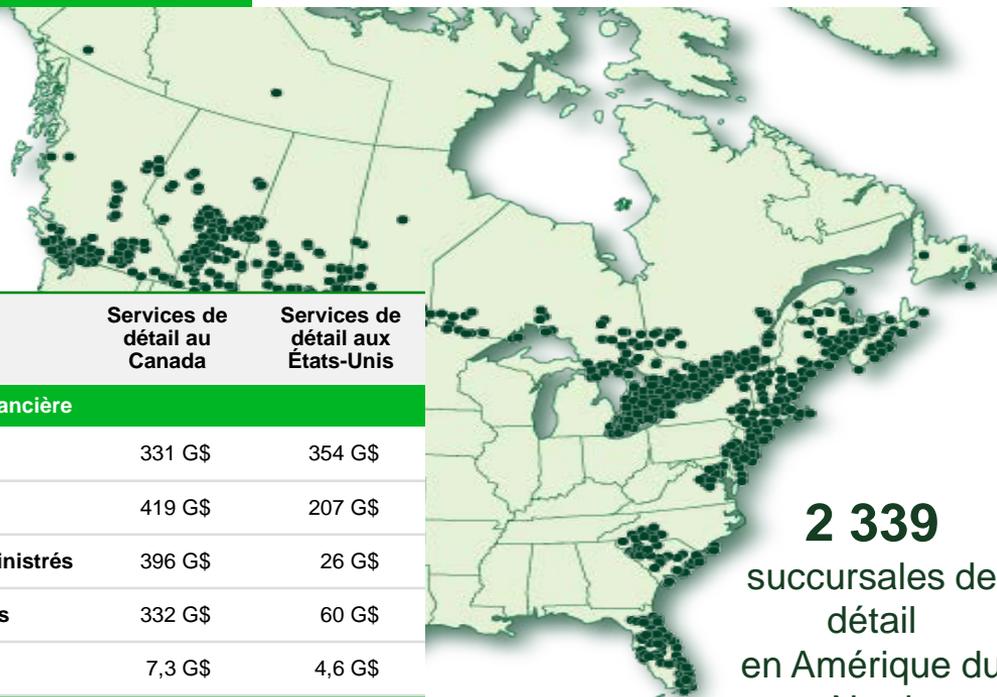
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



2 339
succursales de
détail
en Amérique du
Nord

T1 2019 ¹ (\$ CA)	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis
Solidité financière		
Dépôts ²	331 G\$	354 G\$
Prêts ³	419 G\$	207 G\$
Actifs administrés	396 G\$	26 G\$
Actifs gérés	332 G\$	60 G\$
Résultat ⁴	7,3 G\$	4,6 G\$
Info réseau		
Employés ⁵	39 997	26 864
Clients	>15 millions	>9 millions
Succursales	1 099	1 240
GAB	3 463	2 641
Utilisateurs des services mobiles	4,9 millions	3 millions



15
bureaux de Valeurs
Mobilières TD à
l'échelle mondiale

1. Le T1 2019 correspond à la période allant du 1^{er} novembre 2018 au 31 janvier 2019.
 2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T1 2019. Les dépôts des activités de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA), les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion de patrimoine.
 3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T1 2019.
 4. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T1 2019.
 5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T1 2019.

La TD souhaite se distinguer de ses pairs en proposant une marque différente – une marque ancrée dans son modèle d'affaires éprouvé et animée par son désir de donner à ses clients, à ses collectivités et à ses collègues la confiance nécessaire pour prospérer dans un monde en constante évolution.



Modèle d'affaires éprouvé

Assurer une croissance constante des résultats, soutenue par une solide culture de gestion des risques

- Diversification et portée
- Solidité du bilan
- Sécurité et confiance



Axés sur des objectifs

Centrer tout ce que nous faisons sur notre vision, notre but et nos engagements communs

- Clients
- Collectivités
- Collègues



Tournés vers l'avenir

Imaginer les services bancaires de demain à l'ère du numérique

- Omnicanal
- Opérations modernisées
- Innovation

Cette stratégie est mise de l'avant par le cadre de travail de la TD, qui façonne notre culture et guide notre comportement à mesure que nous mettons en œuvre notre stratégie qui consiste à être un chef de file des services bancaires de détail au Canada, une figure de premier plan des services bancaires de détail aux États-Unis et un acteur important des services bancaires de gros aligné sur notre secteur de détail.

Cadre de travail de la TD

S'approprier
l'avenir



Vision
Être une meilleure banque

But
Enrichir la vie de nos clients, de nos collectivités et de nos collègues

Cadre de travail de la TD

Engagements communs

Penser comme un client; offrir une expérience légendaire et des conseils judicieux

Agir en propriétaire responsable; diriger avec intégrité pour stimuler les résultats d'affaires et contribuer aux collectivités

Exécuter avec rapidité et efficacité; prendre seulement les risques que nous comprenons et que nous pouvons gérer

Innover pour atteindre nos buts; simplifier notre façon de travailler

Favoriser le perfectionnement de nos collègues; prôner la diversité et nous respecter les uns les autres

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants



Statistiques du pays



- 10^e économie mondiale
- PIB réel de 1 900 G\$ CA
- Population de 37 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- L'un des systèmes bancaires les plus solides au monde¹
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles²
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 098 succursales et de 3 394 GAB³
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1^{er} ou 2^e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail⁴
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les deux plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays



- Première économie mondiale
- PIB réel de 18 600 G\$ US
- Population de 329 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 5 400 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché⁶
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à près de 40 % de l'économie américaine⁶
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 240 succursales et de 2 641 GAB³
- Activités exercées dans 4 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches⁵
- Activités exercées dans un marché des dépôts d'une valeur de 1 900 G\$ US⁶
- Accès à près de 110 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités⁷
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2018, Forum économique mondial.

2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

3. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, les GAB mobiles et les GAB de la TD.

4. Voir la note 1 de la diapositive 27.

5. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.

6. D'après le répertoire des institutions et le Sommaire des dépôts de 2018 de la FDIC (dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires).

7. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord



T1 2019 \$ CA, sauf indication contraire		Classement au Canada⁴	Classement en Amérique du Nord⁵
Total de l'actif	1 323 G\$	2 ^e	6 ^e
Total des dépôts	849 G\$	2 ^e	6 ^e
Capitalisation boursière	135,5 G\$	2 ^e	6 ^e
Résultat net comme présenté (<i>quatre derniers trimestres</i>)	11,4 G\$	2 ^e	6 ^e
Résultat net rajusté¹ (<i>quatre derniers trimestres</i>)	12,2 G\$	S. O.	S. O.
Effectif moyen en équivalence temps plein	87 568	2 ^e	6 ^e
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires²	12,0 %	1 ^{re}	1 ^{re}
Notes attribuées par Moody's aux titres de créance à long terme³	Aa1	S. O.	S. O.

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats pour le premier trimestre et pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés. Éléments à noter pour les quatre derniers trimestres : Charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation de 446 millions de dollars après impôt; charges liées à l'acquisition de Greystone de 30 millions de dollars après impôt; charges liées à la transaction Scottrade de 116 millions de dollars après impôt; amortissement d'immobilisations incorporelles de 268 millions de dollars après impôt; et effet résultat de la réforme fiscale aux États-Unis de (61) millions de dollars après impôt.

2. Voir la note 1 de la diapositive 23.

3. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

4. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNC et CIBC). D'après les résultats de tous les pairs pour le T1 2019 clos le 31 janvier 2019.

5. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFC, PNC, USB), d'après les résultats pour le T4 2018 clos le 31 décembre 2018.

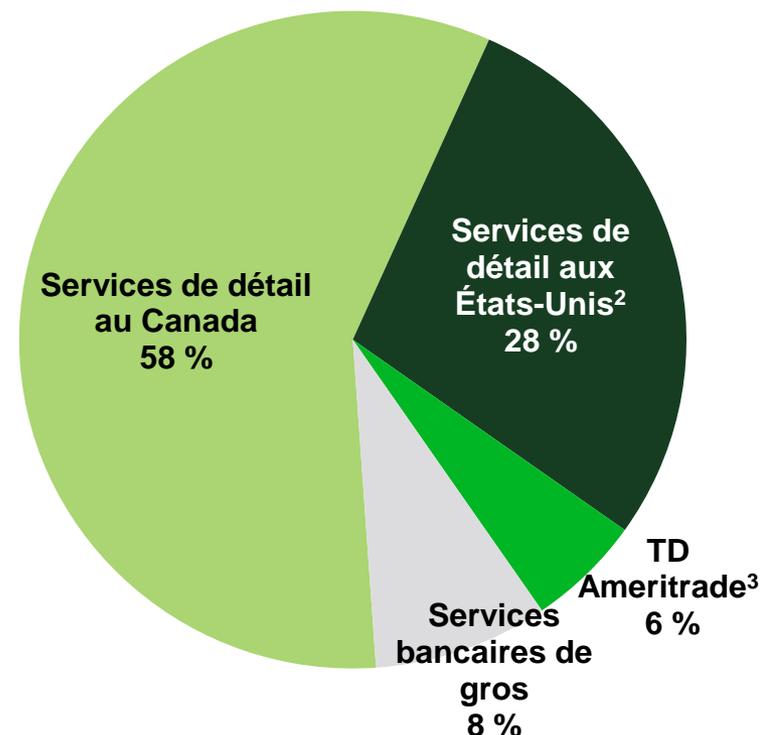
Diversification des activités



Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux É.-U.**
Parmi les 10 principales banques aux États-Unis⁴, avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des résultats comme présentés pour l'exercice 2018¹



1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu.

2. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.

3. Participation déclarée de la TD de 41,75 % dans TD Ameritrade au 31 janvier 2019.

4. Basé sur le total des dépôts au 30 septembre 2018. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Plateforme en croissance, à l'échelle nord-américaine



Accent croissant sur les activités de détail

Acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth

Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade

Privatisation de TD Banknorth

Acquisition de Commerce Bank

Intégration de Commerce Bank

Acquisition de Riverside et de TSFG

Acquisition de Services financiers Chrysler et du portefeuille de cartes de crédit MBNA

Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target et d'Epoch et entente annoncée avec Aimia et la CIBC

Principal émetteur de la carte de crédit Visa Aéroplan; acquisition d'environ 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan

Conclusion d'une relation stratégique de cartes de crédit avec Nordstrom

Conclusion de l'acquisition de Scotiabank

Conclusion de l'acquisition de Layer 6 et de Greystone Managed Investments Inc.

2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018

Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non-clients de la TD, opérations pour compte propre)

Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis

Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis¹

Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada²

Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des É.-U. et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston

Acquisition d'Albert Fried & Company, un courtier en valeurs mobilières établi à New York

Toujours parmi les deux plus grands courtiers au Canada³

De courtier traditionnel à courtier axé sur la clientèle

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web <https://www.newyorkfed.org/>

2. Projet Muskat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G\$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G\$ CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.

3. Classée n° 2 pour la négociation de blocs de titres; opérations sur des blocs de titres selon la valeur, sur toutes les bourses canadiennes. Source : IRESI; Classée n° 1 pour la négociation de blocs de titres; opérations sur des blocs de titres selon le nombre de contrats, sur la Bourse de Montréal. Source : Bourse de Montréal; Classée n° 2 pour la souscription d'obligations d'État et de sociétés; exclusion faite des demandes autodirigées de banques locales et des demandes de cartes de crédit, crédit en prime pour le chef de file. Source : Bloomberg; Classée n° 1 pour les prêts syndiqués; volume des ventes attribué proportionnellement entre les teneurs de comptes. Basé sur une moyenne mobile de douze mois. Source : Bloomberg; Classée n° 1 pour les acquisitions et fusions d'entreprises annoncées; cibles canadiennes. Basé sur une moyenne mobile de douze mois. Source : Thomson Reuters; Classée n° 1 pour la prise ferme d'actions (crédit total accordé au chef de file teneur de livres). Source : Bloomberg. À moins d'indication contraire, tous les classements sont pour l'année civile en cours, au 31 octobre 2018. Les classements tiennent compte de la position de Valeurs Mobilières TD parmi les homologues canadiens sur les marchés de produits canadiens.

Stratégie cohérente

Nos avantages concurrentiels

- Une expérience qui favorise une interaction fluide entre le client et l'ensemble de l'entreprise.
- Un centre d'excellence de pointe consacrée à la conception de l'expérience, qui nous permet de créer de riches expériences pour nos clients et collègues.
- Des capacités numériques qui permettent à nos employés de créer une valeur pour l'entreprise et d'interagir en toute confiance avec les clients.
- La modernisation des plateformes qui nous permettent de surpasser les attentes de nos clients de manière plus agile.

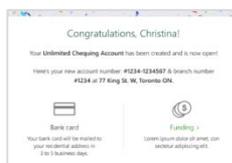
Faits saillants du T1 2019

12,9 MILLIONS
DE CLIENTS ACTIFS
DES SERVICES
NUMÉRIQUES

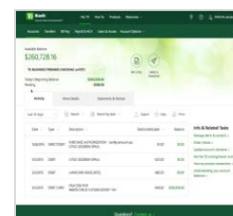
~4,9 MILLIONS
D'UTILISATEURS
DES SERVICES
MOBILES AU
CANADA

~3,1 MILLIONS
D'UTILISATEURS
DES SERVICES
MOBILES AUX
ÉTATS-UNIS

Améliorations numériques



Lancement des demandes de prêt hypothécaire en ligne dans la plateforme de demandes simplifiées – dans le cadre du Parcours du propriétaire, cette réalisation d'envergure dote la TD d'une application numérique de demande de prêt hypothécaire à l'avant-garde du marché.



Mise en service de TD Clari, le nouveau robot conversationnel basé sur l'IA de la TD. L'outil compte plus de 110 000 d'utilisateurs inscrits et a fourni aux clients plus de 200 réponses relatives à leurs comptes et opérations.



Parmi les améliorations apportées à notre appli mobile d'avant-garde, notons la capacité de commander plus de 50 devises et des perspectives en matière de placement plus élaborées dans le tableau de bord.



Grâce aux améliorations apportées au site public aux États-Unis, nous pouvons prendre en charge tous les appareils modernes et toutes les tailles d'écran, et lancer un nouveau service mobile réinventé de paiement de factures.

Une meilleure banque

La promesse Prêts à agir : Cible de 1 milliard de dollars en dons à la collectivité d'ici 2030

La promesse Prêts à agir vise

**1 milliard de dollars
d'ici 2030**

Ouvrir les portes
à un avenir plus inclusif et
durable



Sécurité financière



Planète dynamique



Collectivités inclusives



Meilleure santé



Fait saillant au T1 :

Financement approuvé pour plus de **450 organismes communautaires** au Canada et aux États-Unis en appui aux quatre vecteurs de changement interreliés.

Responsabilité sociale de l'entreprise

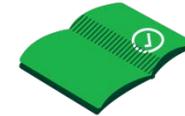


Faits saillants

- **L'engagement de réduction des émissions de carbone de la TD s'établira à 100 milliards de dollars d'ici 2030** afin d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, de favoriser l'innovation, d'accélérer l'adoption des technologies d'énergie renouvelable et d'encourager la compréhension et le dialogue.
- La TD fait partie d'un groupe de 16 banques mondiales participant au Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiative financière (PNUE-IF) en vue de mettre à l'essai les recommandations du groupe de travail du Conseil de stabilité financière chargé d'éclaircir les **informations sur les risques financiers liés au climat**.
- **La TD a émis 1 G\$ US d'obligations vertes en 2017**, l'une des plus importantes émissions d'obligations vertes par une banque. Valeurs Mobilières TD a participé à la prise ferme de plus de 15 G\$ d'obligations vertes depuis 2010.
- **82 % des employés affirment être engagés** au travail, et 85 % des employés affirment être fiers de travailler pour la TD.
- La TD est **reconnue** par des agences de notation externes, dont l'indice Bloomberg sur l'égalité des sexes, le Great Place to Work Institute et DiversityInc.
- **La TD obtient un excellent rendement dans de nombreux indices de durabilité**, dont l'indice de durabilité Dow Jones, l'indice FTSE4Good, Sustainalytics et l'indice CDP.
- **La gestion du risque est intégrée** dans la culture et la stratégie de la TD; nous prenons seulement les risques que nous comprenons et que nous pouvons gérer.



Engagement à hauteur de 100 G\$ d'ici 2030 pour appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone



Premier signataire des PRI de l'ONU et membre du PNUE-IF



Premier preneur ferme d'obligations vertes parmi les banques canadiennes



Première certification WELL au monde en vue de rehausser le bien-être au travail



39 % de femmes à la haute direction au Canada



Plus de 300 000 arbres plantés dans le cadre des Journées des arbres TD depuis 2010



Première banque nord-américaine carbon neutre engagée à s'approvisionner à 100 % en énergie renouvelable



Banque canadienne la mieux cotée au classement des banques les plus sûres au monde du magazine *Global Finance*



Investissements communautaires de 116 M\$ en 2018 dans des organismes à but non lucratif en Amérique du Nord et au Royaume-Uni

Contenu



1. Groupe Banque TD
- 2. Faits saillants financiers**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

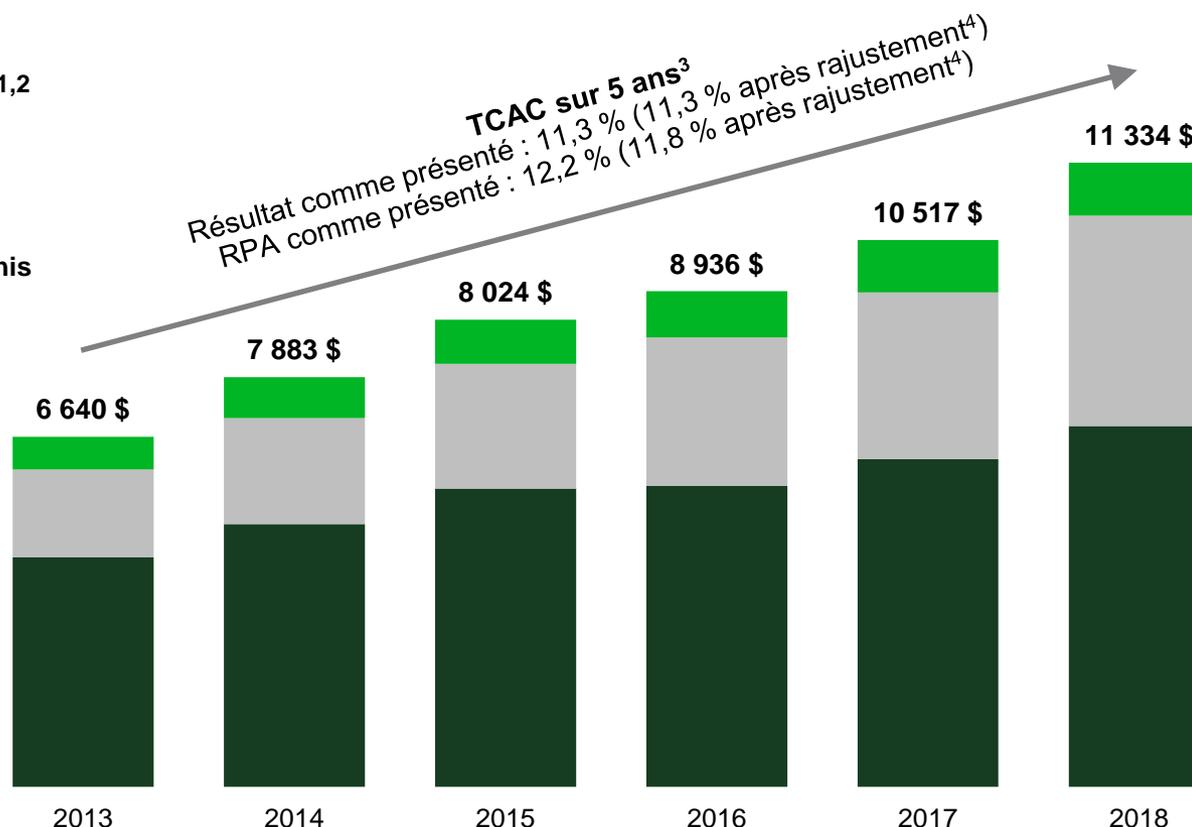
Croissance stable des résultats



Objectif de croissance du RPA rajusté à moyen terme⁴ de 7 % à 10 %

Résultat comme présenté^{1,2}
(en M\$ CA)

- Services bancaires de gros
- Services de détail aux États-Unis
- Services de détail au Canada



1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu.
 2. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions déclaré le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
 3. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2018.
 4. Voir la définition des résultats rajustés à la note 1 de la diapositive 8.

Faits saillants du T1 2019



Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

RPA en hausse de 2 %

- RPA rajusté¹ nul

Produits en hausse de 7 %

Charges en hausse de 20 %

- Charges rajustées¹ en hausse de 8 %

PPC en hausse de 27 % sur 3 mois

Résultat comme présenté par secteur (sur 12 mois)

Résultat des Services de détail au Canada en baisse de 22 % (en hausse de 6 % après rajustement)¹

Résultat des Services de détail aux États-Unis en hausse de 30 % (en hausse de 21 % après rajustement)¹

Perte nette de 17 M\$ pour les Services bancaires de gros

Faits saillants financiers – M\$

Comme présenté	T1 2019	T4 2018	T1 2018
Produits	9 998	10 136	9 375
Provision pour pertes sur créances (PPC)	850	670	693
Charges	5 855	5 366	4 861
Résultat net	2 410	2 960	2 353
RPA dilué (\$)	1,27	1,58	1,24
Rajusté ¹	T1 2019	T4 2018	T1 2018
Résultat net	2 953	3 048	2 946
RPA dilué (\$)	1,57	1,63	1,56

Résultat par secteur – M\$

T1 2019	Comme présenté	Rajusté ¹
Services de détail ²	2 619	3 095
<i>Services de détail au Canada</i>	1 379	1 855
<i>Services de détail aux États-Unis</i>	1 240	1 240
Services bancaires de gros	(17)	(17)
Siège social	(192)	(125)

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 8. Éléments à noter pour le premier trimestre : Amortissement d'immobilisations incorporelles de 67 millions de dollars après impôt; charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur de 446 millions de dollars après impôt; et charges liées à l'acquisition de Greystone de 30 millions de dollars après impôt.

2. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis. Voir le communiqué de presse sur les résultats du premier trimestre de 2019 et le rapport de gestion de la Banque.

Portefeuille de prêts de grande qualité



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T4 2018	T1 2019
Portefeuille des Services de détail au Canada	416,7 \$	417,7 \$
Services bancaires personnels	341,1 \$	341,1 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	194,1	193,9
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	86,3	87,1
Prêts automobiles indirects	24,2	24,1
Cartes de crédit	18,1	18,0
Autres prêts aux particuliers	18,4	18,0
<i>Lignes de crédit non garanties</i>	<i>10,1</i>	<i>10,2</i>
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux PME)	75,6 \$	76,6 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en \$ US)	153,1 \$ US	156,3 \$ US
Services bancaires personnels	69,2 \$ US	69,9 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	23,6	24,0
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	9,4	9,2
Prêts automobiles indirects	22,7	22,5
Cartes de crédit	12,8	13,5
Autres prêts aux particuliers	0,7	0,7
Services bancaires commerciaux	83,9 \$ US	86,4 \$ US
Immobilier non résidentiel	16,7	17,2
Immobilier résidentiel	5,9	6,2
Commercial et industriel	61,3	63,0
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	48,4	49,1
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en \$)	201,5 \$	205,4 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	51,3 \$	48,6 \$
Autres³	0,5 \$	0,4 \$
Total⁴	670,0 \$	672,1 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises, les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.

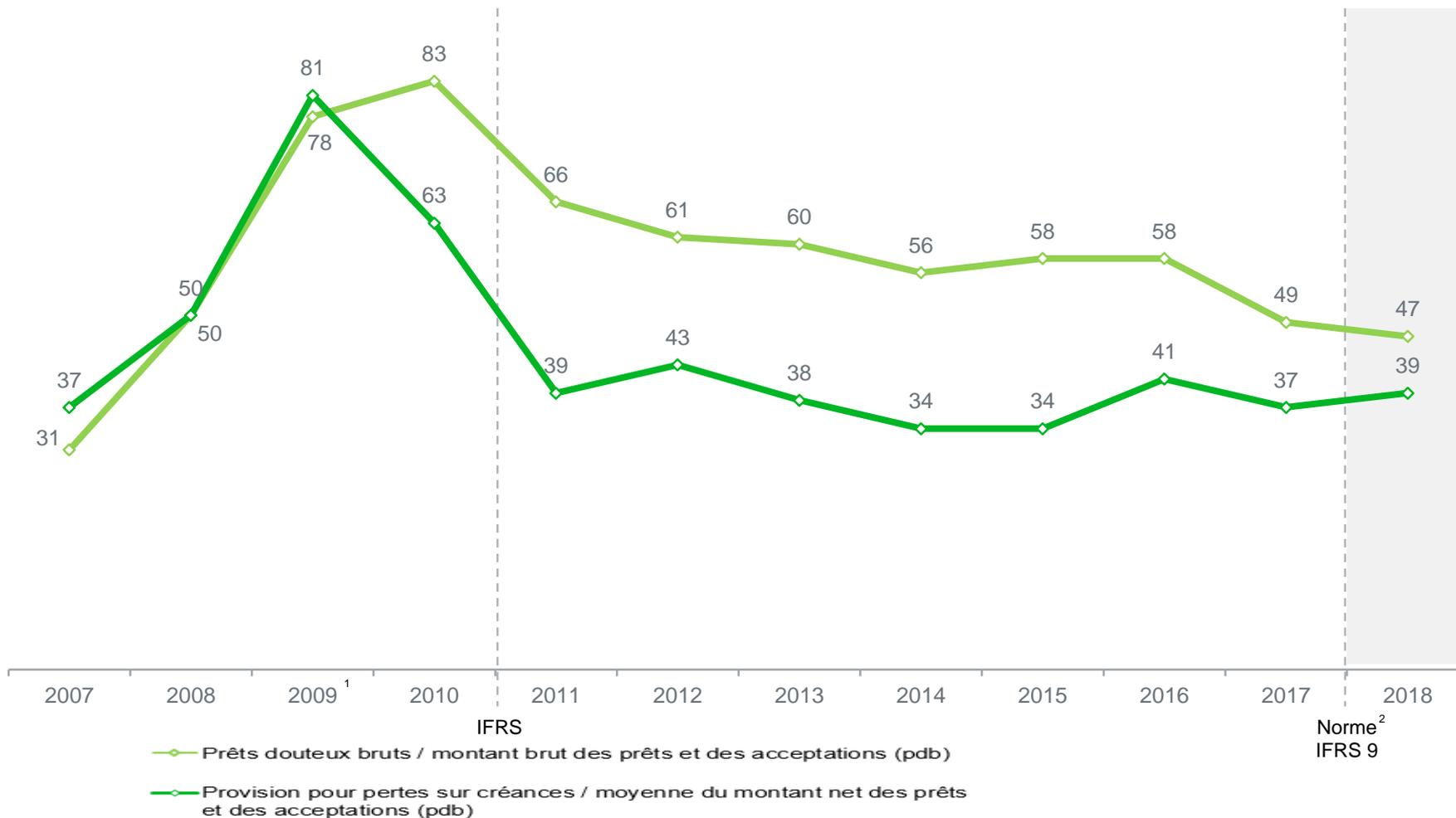
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

4. Comprend les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Solide qualité de crédit



Ratios des prêts douteux bruts et PPC (pdb)



1. Depuis le T1 2009, les titres de créance classés comme prêts et les prêts acquis ayant subi une perte de valeur ne sont pas pris en compte dans les ratios.

2. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, la Banque a adopté la norme IFRS 9, qui remplace les lignes directrices de la norme IAS 39. La Banque a pris la décision de ne pas retraiter l'information financière des périodes comparatives et a comptabilisé tout écart d'évaluation entre les valeurs comptables antérieures et les nouvelles valeurs comptables au 1^{er} novembre 2017 par un rajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. Par conséquent, les résultats de l'exercice 2018 reflètent l'adoption de la norme IFRS 9, tandis que les résultats des périodes antérieures reflètent l'application de la norme IAS 39.

Services bancaires personnels au Canada



Services bancaires personnels au Canada	Prêts bruts (en G\$)	T1 2019	
		Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	193,9 \$	272 \$	0,14 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	87,1	139	0,16 %
Prêts automobiles indirects	24,1	71	0,29 %
Cartes de crédit	18,0	133	0,74 %
Autres prêts aux particuliers	18,0	47	0,26 %
<i>Lignes de crédit non garanties</i>	10,2	33	0,32 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	341,1 \$	662 \$	0,19 %
Variation par rapp. au T4 2018	-	21 \$	0,00 %

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada

Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur par région^{1,2}

	T4 2018			T1 2019		
	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total
Atlantique	62 %	48 %	58 %	62 %	48 %	59 %
C.-B.	50 %	40 %	47 %	51 %	42 %	48 %
Ontario	53 %	44 %	49 %	54 %	44 %	50 %
Prairies	65 %	52 %	60 %	66 %	53 %	61 %
Québec	62 %	54 %	59 %	62 %	55 %	60 %
Canada	56 %	45 %	52 %	57 %	46 %	53 %

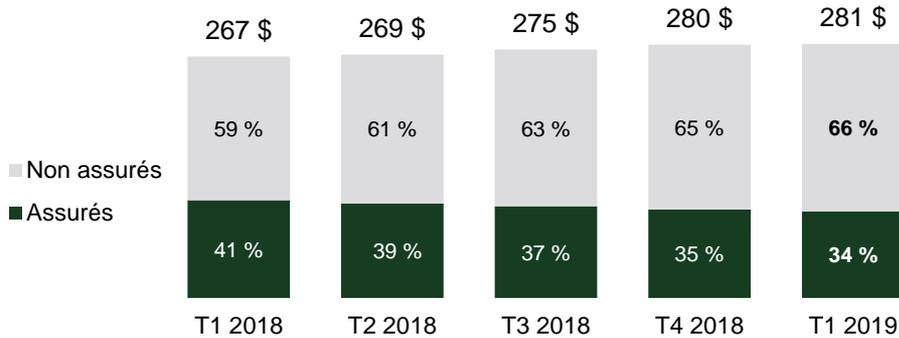
1. Le rapport prêt-valeur du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} et pondéré en fonction de l'exposition totale. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence.

2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada



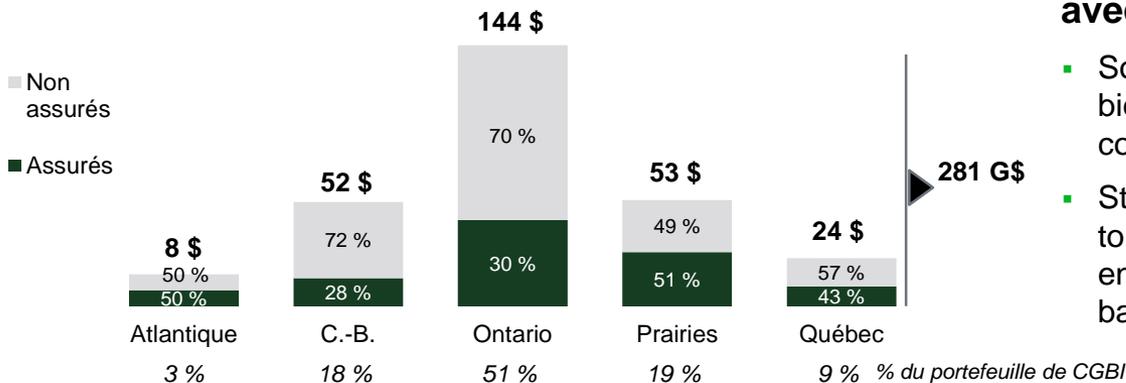
Volumes trimestriels du portefeuille (en G\$)



Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur¹

	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	T1 2019
Non assurés	51 %	52 %	52 %	52 %	53 %
Assurés	52 %	52 %	52 %	51 %	52 %

Répartition régionale² (en G\$)



Faits saillants

La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada demeure solide

- Le rapport prêt-valeur (RPV) du portefeuille de prêts assurés et non assurés est stable
- Moins de 1 % du portefeuille de prêts hypothécaires non assurés a un pointage Beacon de 650 ou moins et un RPV supérieur à 75 %

87 % du portefeuille de CGBI dans la catégorie Amortissables

- 60 % du portefeuille de LDCVD dans la catégorie Amortissables

La qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés est en phase avec le portefeuille global

- Solde brut de 46 G\$ pour le crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés, dont 36 % étant assuré
- Stabilité des prêts consentis pour construction de tours d'unités en copropriété, qui comptent pour environ 1,2 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada

1. Le rapport prêt-valeur du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} et pondéré en fonction de l'exposition totale. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence.

2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Contenu



1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
- 3. Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

Notes parmi les plus élevées du secteur

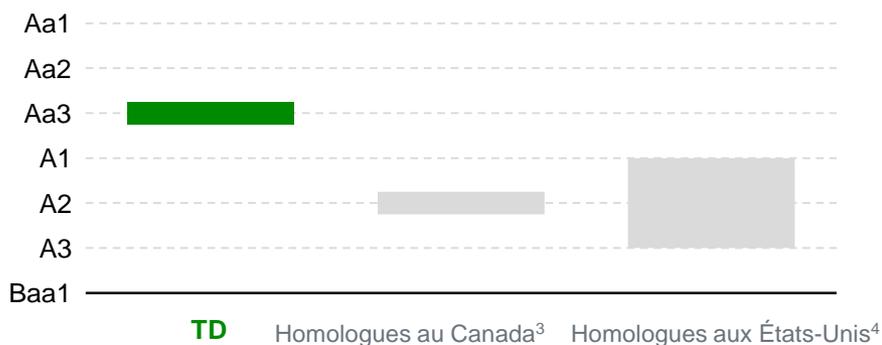


Notes d'émetteur¹

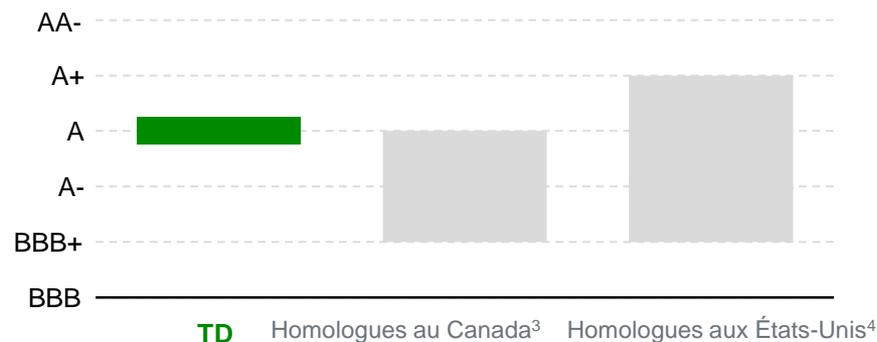
Agences de notation	Notes attribuées aux créances de premier rang ²	Perspective/tendance
Moody's	Aa3	Stable
S&P	A	Stable
DBRS	AA (faible)	Positive

Notes par rapport à celles des homologues¹

Notes attribuées par Moody's aux créances de premier rang² de sociétés de portefeuille⁵



Notes attribuées par S&P aux créances de premier rang² de sociétés de portefeuille⁵



1. Voir la note 3 de la diapositive 8.

2. Sous réserve de la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne des banques.

3. Les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

4. Les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, JPM, PNC, USB et WFC.

5. Les notes tiennent compte des notes attribuées aux créances de premier rang de sociétés de portefeuille.

Assises solides en matière de capitaux propres et de liquidité



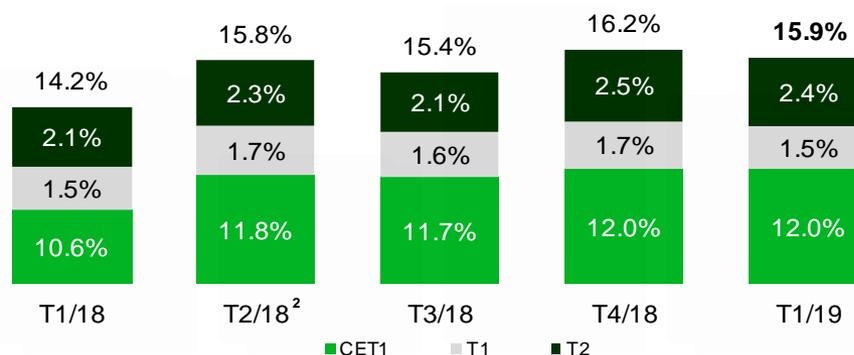
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 12,0 %
- Ratio d'endettement de 4,1 %
- Ratio de liquidité à court terme de 131 %
- Pourcentage des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires répartis aux secteurs d'exploitation est passé à 10 %, comparativement à 9 % pour ce trimestre
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres de 13,5 % et 15,9 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T4 2018	12,0 %
Production de fonds propres à l'interne	36
Entente avec Air Canada et acquisition de Greystone	(19)
Rachat d'actions ordinaires	(7)
Perte actuarielle sur les régimes de retraite des employés	(7)
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres – croissance interne	(3)
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T1 2019	12,0 %

Ratio du total des fonds propres¹



1. Les montants sont calculés conformément au dispositif réglementaire de Bâle III et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit (RVC) se fera jusqu'au premier trimestre de 2019. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio des fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres se chiffrent à 80 %, à 83 % et à 86 % respectivement.

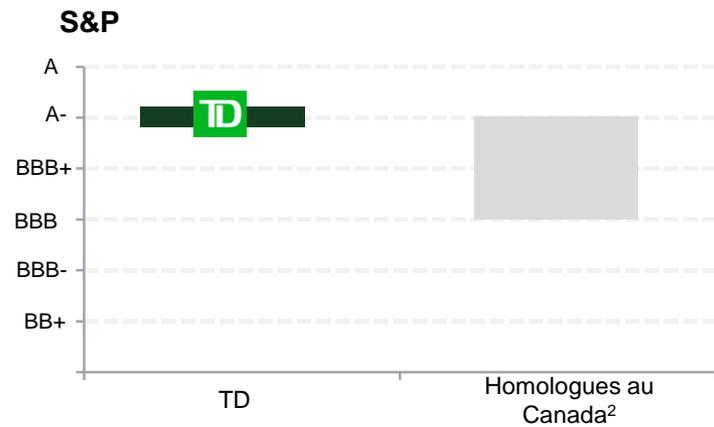
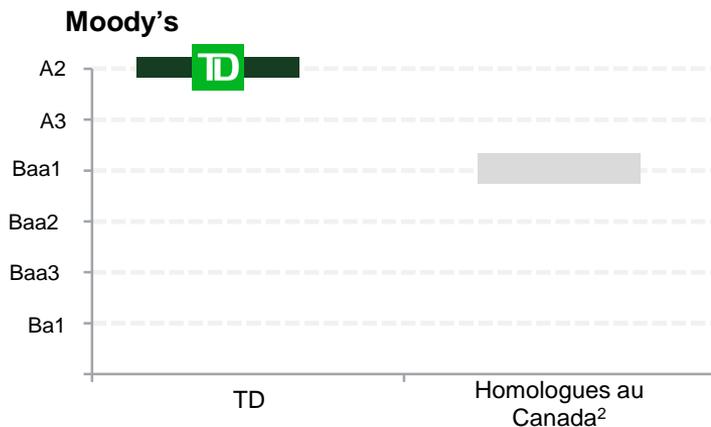
2. Le BSIF a mis en œuvre une méthodologie révisée pour calculer le plancher de fonds propres réglementaires, qui est entrée en vigueur au deuxième trimestre de 2018. Le plancher révisé se fonde sur les approches standards de Bâle II et le coefficient de rajustement du plancher sera intégré sur trois trimestres. Il était de 70 % au deuxième trimestre de 2018, de 72,5 % au troisième trimestre et de 75 % au quatrième trimestre. En vertu de la méthodologie révisée, le plancher de fonds propres n'impose plus de limites à la Banque.

Notations des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires parmi les plus élevées

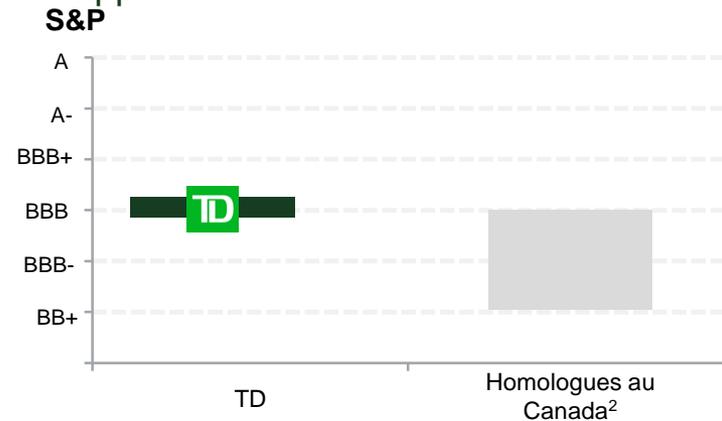
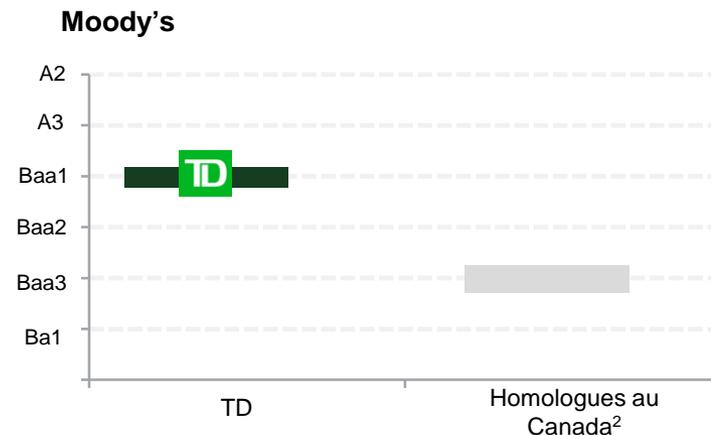


Les notations sont parmi les plus élevées du secteur¹ pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires



1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées au 31 janvier 2019. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

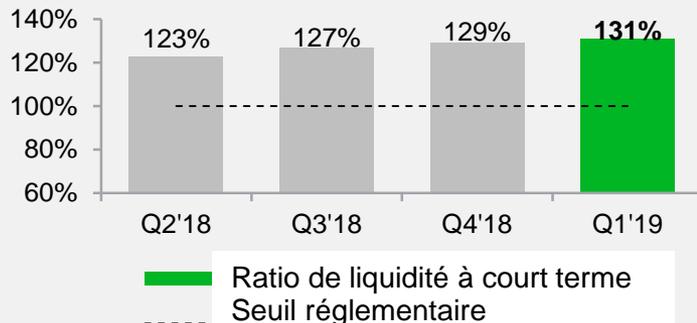
Gestion rigoureuse des liquidités



Cadre de gestion du risque de liquidité

- Cibler un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres à la Banque et à l'échelle du marché, et un coussin minimal par rapport aux exigences réglementaires énoncées dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF.
- Gérer le risque structurel de liquidité grâce à l'appariement du financement à l'échéance de l'actif ou à la capacité d'absorption du marché.
- Maintenir un plan de fonds d'urgence exhaustif afin de rehausser notre capacité à réagir en cas d'éventuels événements de stress des liquidités.

Ratio de liquidité à court terme



Actifs liquides de haute qualité (HQLA)

- La TD détient une variété d'actifs liquides en fonction des besoins de liquidités de l'organisation.
- La moyenne des HQLA admissibles de la Banque aux fins de comptabilisation du ratio de liquidité à court terme pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2019 s'établissait à 214,0 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 206,5 milliards de dollars), 79 % étant des actifs de niveau 1 (31 octobre 2018 – 80 %).

- Niveau 1 Trésorerie et réserves à la banque centrale
- Niveau 1 Titres émis/garantis par des États
- Niveau 1 BMD, org. publics et provinces
- Niveau 2A Titres émis/garantis par des États
- Niveau 2A Org. publics, obl. de soc., municip.
- Niveau 2B Actions, titres d'État, RMBS

Moyenne des HQLA au T1 2019 (G\$ CA)

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétence au risque

Composition attrayante du bilan¹



Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

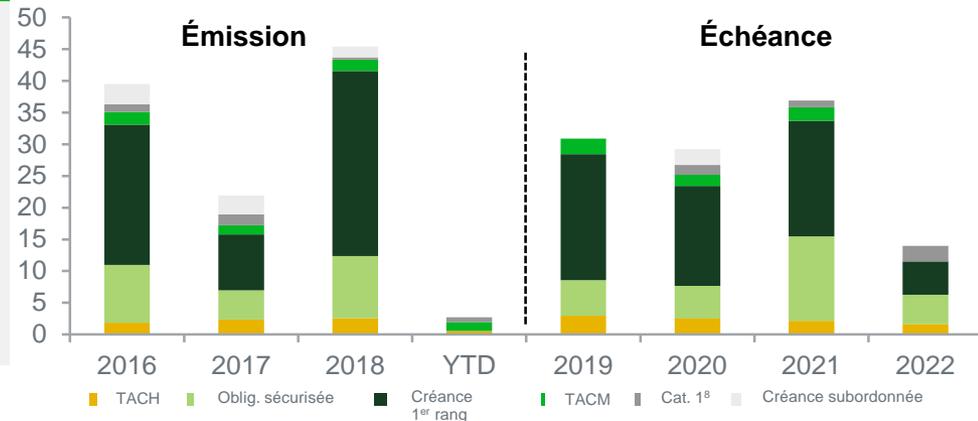
Principales sources de financement de la TD : les dépôts de particuliers et d'entreprises

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque

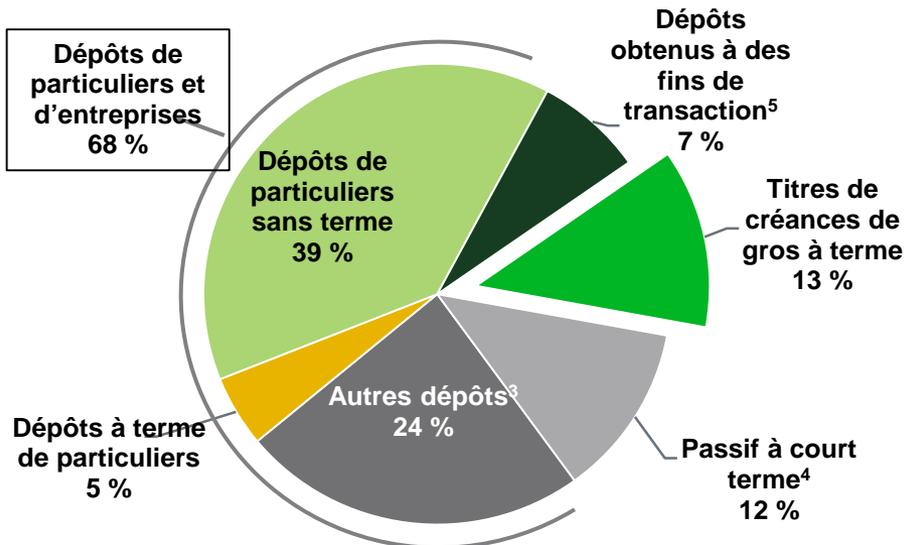
Le profil de financement de gros tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti

Profil des échéances gérable et bien équilibré

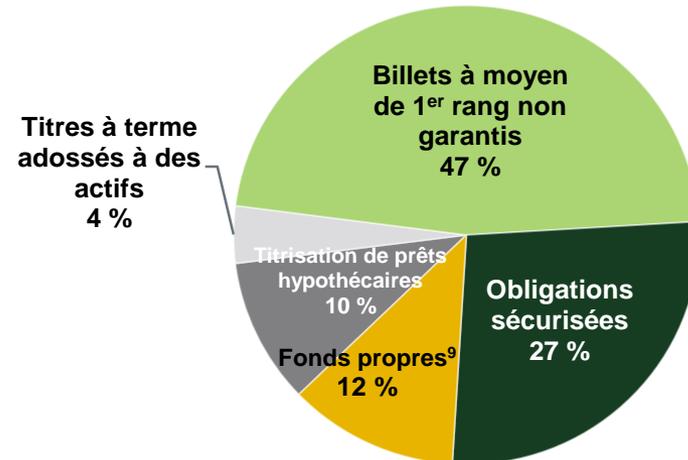
Profil des échéances^{6,7} (en fonction de la première date de rachat à la valeur nominale) (en G\$ CA)



Composition du financement²



Titres de créances de gros à terme



1. Au 31 janvier 2019.
 2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.
 3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de premier rang.
 4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.
 5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.

6. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés.
 7. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.
 8. Comprend les actions privilégiées et les instruments novateurs de catégorie 1.
 9. Comprend les actions privilégiées, les instruments novateurs de catégorie 1 et les titres de créances subordonnés.

Répartition des titres de créance de gros à terme¹



Stratégie de financement

Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux

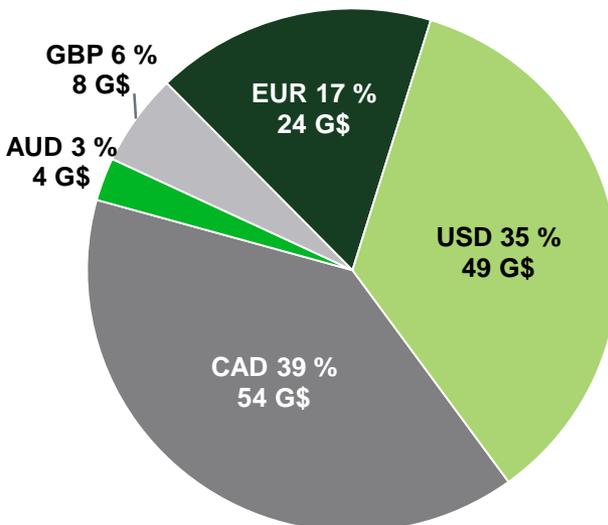
- Le programme d'obligations sécurisées d'une valeur de 50 G\$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes

Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure

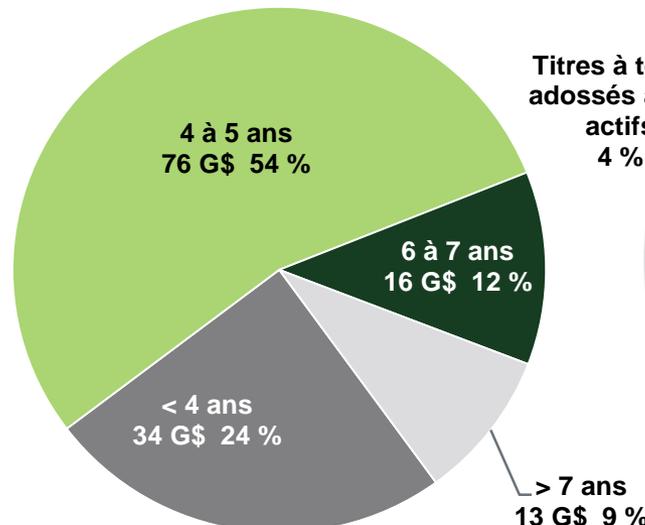
Opérations récentes :

- Opération de 1 milliard de dollars US sur des obligations de deux ans à taux variables adossées à des créances mobilières de cartes de crédit

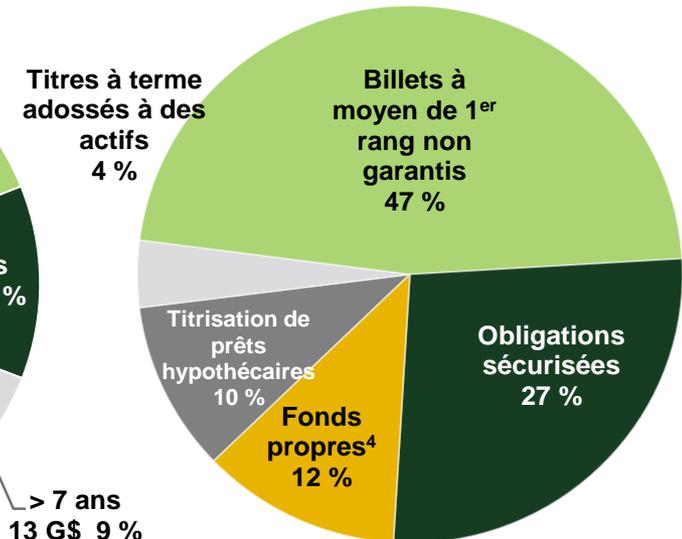
Par devise^{2,3}



Par terme^{2,3}



Titres de créances de gros à terme



1. Au 31 janvier 2019.

2. À l'exclusion de certains billets de placements privés.

3. En dollars canadiens.

4. Comprend les actions privilégiées, les instruments novateurs de catégorie 1 et les titres de créances subordonnés. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés.

Aperçu des dépôts



Chef de file national en matière de dépôts

Grand bassin de dépôts de particuliers et d'entreprises comptant pour 68 % du financement total de la Banque

- TD Canada Trust (TDCT) se classe au premier rang pour ce qui est du total des dépôts de particuliers¹
- Les Services de détail au Canada livrent une forte concurrence grâce à leur service à la clientèle légendaire personnalisé et connecté et à la puissance de la stratégie Une seule TD en vue de stimuler la croissance
- Les Services bancaires de détail de la TD aux États-Unis se classent parmi les dix principales banques², comptant plus de 9 millions de clients et des succursales de détail en activité dans 15 États ainsi que dans le District de Columbia

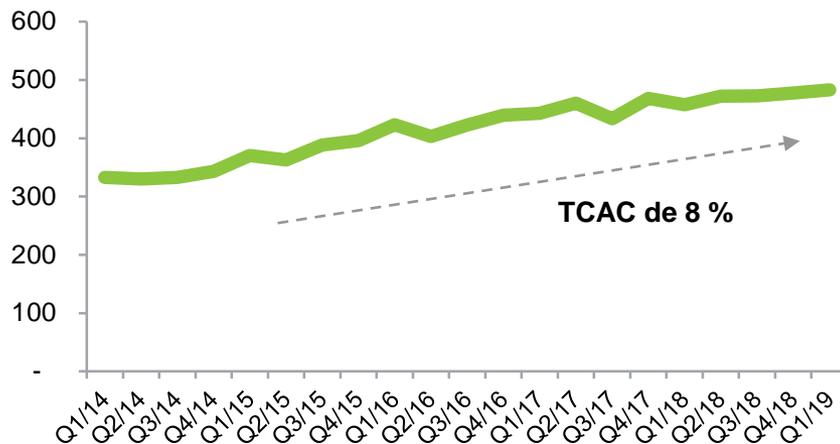
Maintien de la solide croissance des dépôts de particuliers et d'entreprises

- Les dépôts de particuliers ont affiché un TCAC³ de 8 % au cours des cinq dernières années
- Les dépôts d'entreprises ont affiché un TCAC³ de 8 % au cours des cinq dernières années

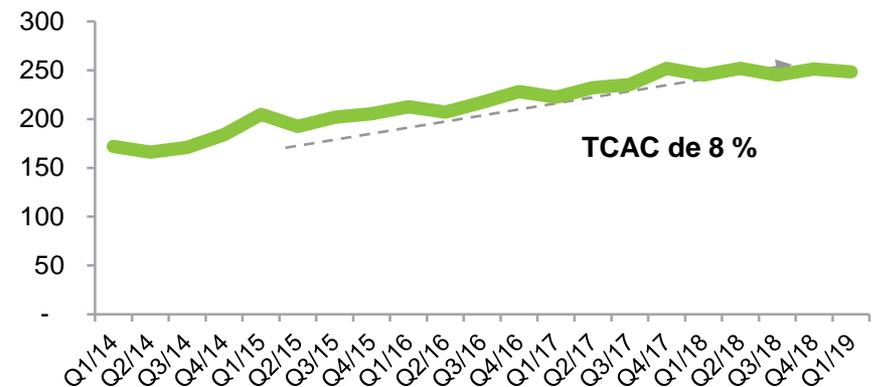
Dépôts obtenus au moyen des Services bancaires personnels et des Services bancaires aux entreprises : toujours la source principale du financement à long terme des actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque

- Les dépôts permettent à la Banque de gérer ses activités de financement au moyen de divers canaux et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros

DÉPÔTS DE PARTICULIERS (EN G\$)



DÉPÔTS D'ENTREPRISES ET DE GOUVERNEMENTS (EN G\$)



1. Le classement quant à la part de marché se fonde sur les données les plus à jour provenant du BSIF selon le rapport Market Share Summary (rapport produit à l'interne) de décembre 2018.
2. Basé sur le total des dépôts au 30 septembre 2018. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.
3. « TCAC au cours des cinq dernières années » désigne le taux de croissance annuel composé du T1 2014 au T1 2019 comme présenté.
4. Les dépôts d'entreprises excluent le financement de gros.

Principaux points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - **Perspectives économiques**
 - Qualité du crédit
 - Obligations sécurisées
 - Régime de capitalisation interne

À l'échelle mondiale : accroissement de l'incertitude

- La croissance économique tourne au ralenti à l'échelle mondiale. De 3,7 % en 2018, la croissance du PIB réel mondial devrait ralentir pour s'établir à 3,3 % en 2019.
- Le ralentissement de la croissance et la faiblesse de l'inflation ont incité les banques centrales à adopter une attitude plus patiente envers la normalisation des taux d'intérêt. Ce changement a atténué les tensions sur les marchés financiers.
- L'incertitude entourant les échanges commerciaux demeure le plus grand risque à court terme qui pèse sur la confiance à l'égard des marchés et sur les perspectives de croissance mondiale.

États-Unis : une économie au ralenti, mais résiliente

- L'activité économique aux États-Unis a ralenti à la fin de 2018 et cette tendance devrait se poursuivre en 2019. Compte tenu de la récente paralysie du gouvernement qui pèse sur l'activité à court terme, le PIB réel devrait croître de 2,4 % en 2019, comparativement à 2,9 % en 2018.
- Le marché de l'emploi américain a fait preuve de résilience face à la volatilité financière accrue et au ralentissement de la croissance à l'étranger. La vigueur de l'embauche et la hausse des salaires devraient maintenir la robustesse des dépenses de consommation, atténuant les risques de baisse découlant des différends commerciaux et du ralentissement du milieu des affaires.

Canada : les consommateurs mettent la pédale douce

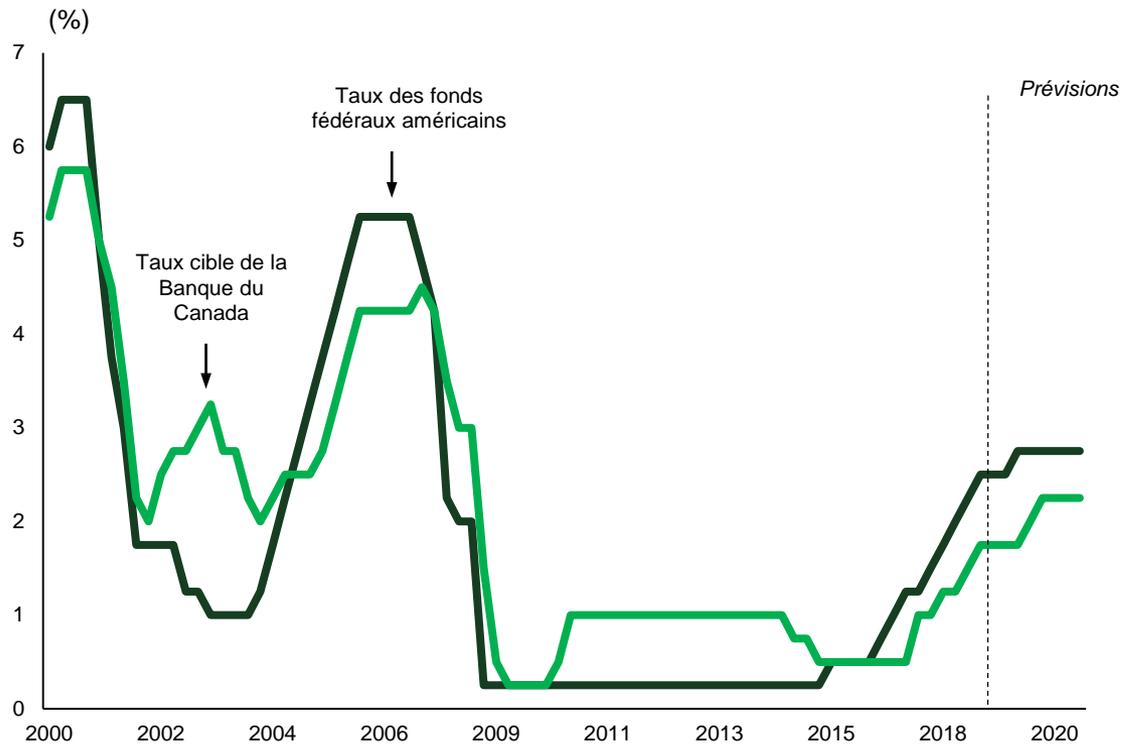
- La demande des consommateurs plus faible que prévu et la baisse de la production dans le secteur de l'énergie pèsent sur les perspectives économiques à court terme du Canada. Compte tenu de la faible impulsion en fin de 2018 et d'un début d'année difficile, les prévisions de croissance du PIB réel pour 2019 ont été revues à la baisse, à 1,5 % (contre 1,8 % précédemment).
- Les dépenses de consommation ralentissent, en particulier pour les biens liés à l'habitation et sensibles aux taux d'intérêt. Malgré tout, la robustesse du marché du travail et une progression relativement plus faible des taux d'intérêt devraient limiter la baisse de la croissance des dépenses au cours de la prochaine année. La croissance économique devrait s'améliorer pour s'établir à environ 2 % en 2020, à mesure que s'installera une dynamique de croissance plus positive.

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consultez
<https://www.td.com/francais/services-economiques/economiques.jsp>

Perspectives relatives aux taux d'intérêt



Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.



- La Réserve fédérale américaine a adopté une approche attentiste en janvier. Il faudra probablement attendre au deuxième semestre de 2019 avant la prochaine hausse de taux. Les Services économiques TD ne prévoient qu'une dernière hausse au cycle actuel des taux, ce qui porterait le taux des fonds fédéraux à 2,75 % d'ici la fin de 2019.
- La Banque du Canada devrait maintenir son taux jusqu'au dernier trimestre de 2019, moment où le taux de financement à un jour devrait vraisemblablement passer à 2 %. Si les conditions le permettent, une autre hausse devrait suivre en 2020, faisant passer le taux de financement à un jour à un sommet de 2,25 %.

Le cycle de hausse des taux est presque terminé

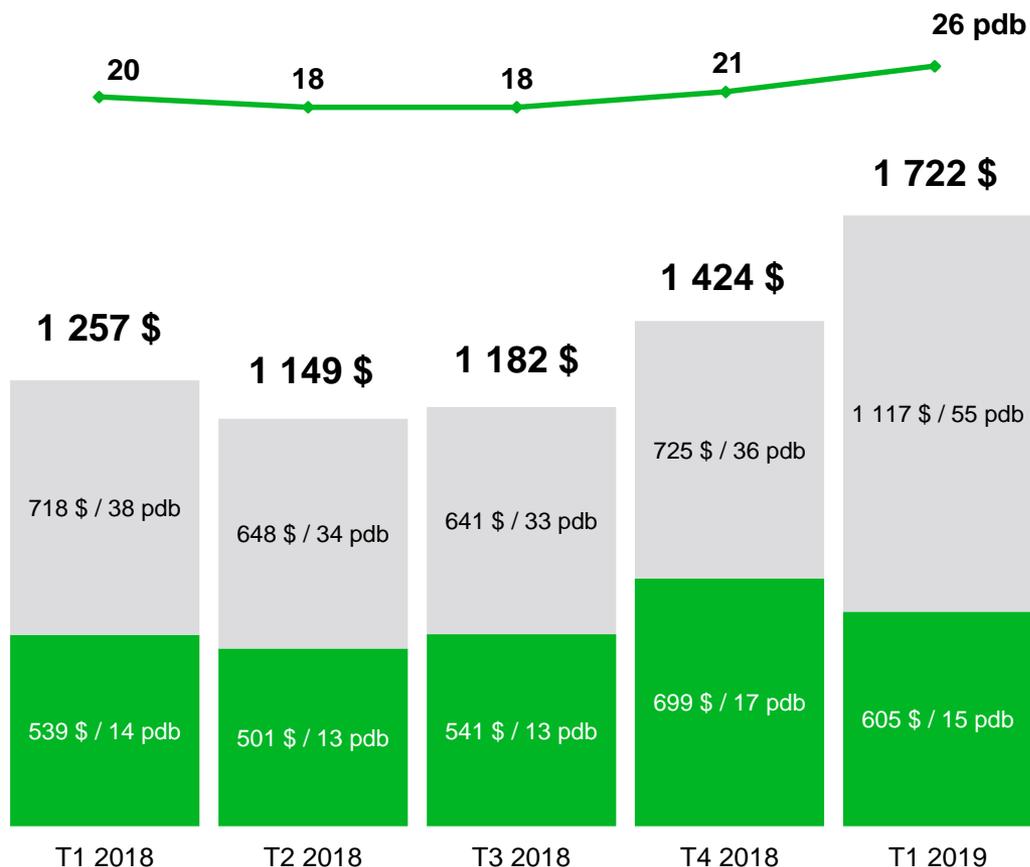
Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consultez <https://www.td.com/francais/services-economiques/economiques.jsp>

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - **Qualité du crédit**
 - Obligations sécurisées
 - Régime de recapitalisation interne

Formations de prêts douteux bruts par secteur d'exploitation

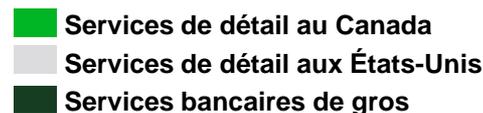


Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Augmentation des formations de prêts douteux de 5 pdb sur trois mois, attribuable :
 - au portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis, plus précisément aux prêts associés aux secteurs de l'électricité et des services publics
 - aux tendances saisonnières influant sur les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto aux États-Unis

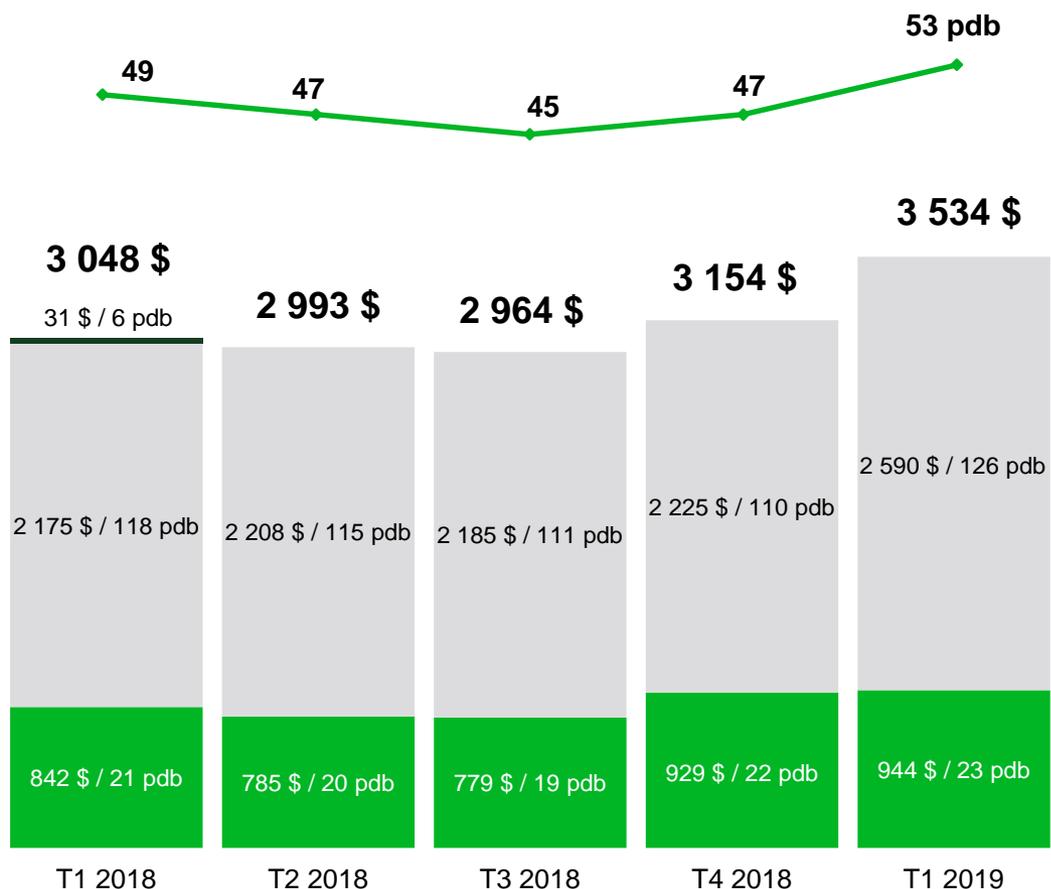


1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
 2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

Prêts douteux bruts par secteur d'exploitation

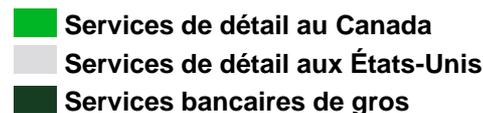


Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts de 6 pdb sur 3 mois, attribuable :
 - aux nouvelles formations dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis, plus précisément aux prêts associés aux secteurs de l'électricité et des services publics
 - aux tendances saisonnières influant sur les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto aux États-Unis

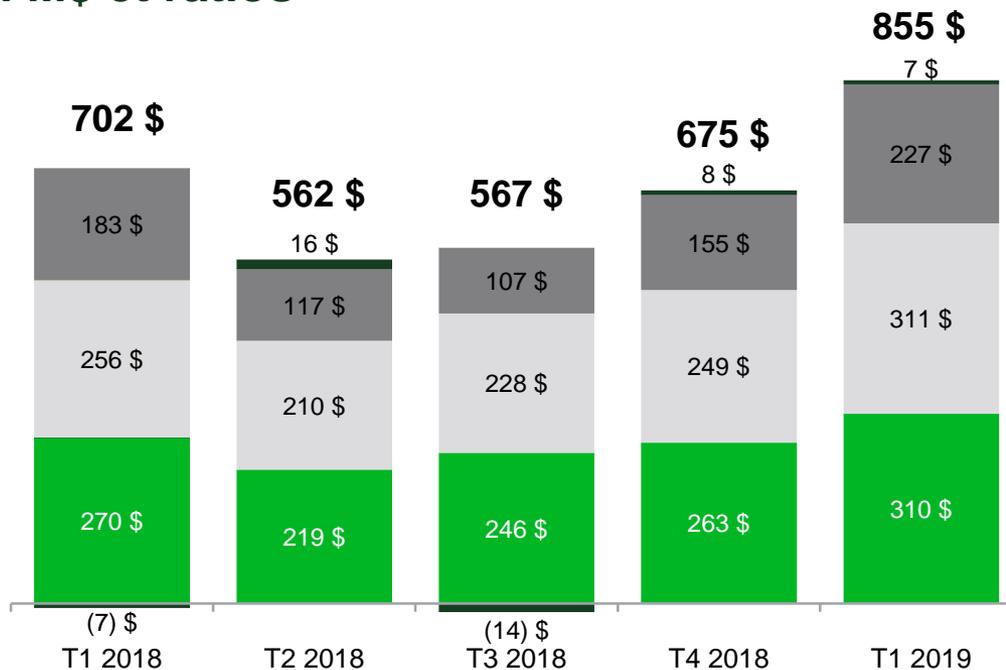


1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
 2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

Provisions pour pertes sur créances (PPC) par secteur d'exploitation



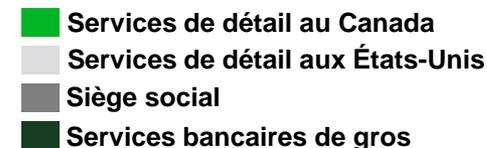
PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Hausse de la PPC de 180 M\$ sur trois mois, dont :
 - 127 M\$ dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto aux États-Unis principalement en raison de tendances saisonnières
 - 47 M\$ dans le secteur Services de détail au Canada, principalement attribuable au portefeuille de cartes de crédit, et aux autres portefeuilles des Services bancaires personnels et commerciaux

Ratio PPC ¹	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	T1 2019
Services de détail au Canada	27	23	24	25	29
Services de détail aux États-Unis (net) ³	54	46	47	50	60
Services de détail et Services bancaires aux grandes entreprises aux États-Unis (brut) ⁴	93	72	69	81	104
Services bancaires de gros	(6)	13	(11)	6	5
Banque – Total	45	36	35	41	50



1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les éléments à noter.

2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

3. Le ratio PPC net des Services bancaires de détail aux États-Unis exclut les pertes sur créances associées à la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.

4. Le ratio PPC brut des Services bancaires de détail et des Services bancaires aux grandes entreprises aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.

Provisions pour pertes sur créances (PPC)^{1,2} prêts douteux et prêts productifs



PPC (en M\$ CA)	T1 2018	T4 2018	T1 2019
Banque – Total	702 \$	675 \$	855 \$
Prêts douteux	566	564	722
Prêts productifs	136	111	133
Services de détail au Canada	270 \$	263 \$	310 \$
Prêts douteux	237	245	264
Prêts productifs	33	18	46
Services de détail aux États-Unis	256 \$	249 \$	311 \$
Prêts douteux	196	210	290
Prêts productifs	60	39	21
Services bancaires de gros	(7) \$	8 \$	7 \$
Prêts douteux	-	-	-
Prêts productifs	(7)	8	7
Siège social	183 \$	155 \$	227 \$
<small>Quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux É.-U.</small>			
Prêts douteux	133	109	168
Prêts productifs	50	46	59

Faits saillants

- De la hausse de la PPC de 180 M\$ sur 3 mois, la somme de 158 M\$ est attribuable à la PPC pour prêts douteux, principalement en raison de ce qui suit :
 - 95 M\$ dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto aux États-Unis principalement en raison de tendances saisonnières
 - à la provision dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis, plus précisément aux prêts associés aux secteurs de l'électricité et des services publics

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les éléments à noter.

2. PPC – prêts douteux : représentent la PPC à l'étape 3 en vertu de la norme IFRS 9; PPC – prêts productifs : représentent les actifs financiers, les engagements de prêts et les garanties financières aux étapes 1 et 2.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts / AB (en G\$)	T1 2019 Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Services bancaires commerciaux ¹	76,6 \$	282 \$	0,37 %
Services bancaires de gros	48,6	-	0,00 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	125,2 \$	282 \$	0,23 %
Variation par rapport au T4 2018	(1,7) \$	(6) \$	-

Répartition par secteur ¹	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)
Immobilier résidentiel	18,6 \$	8 \$
Immobilier non résidentiel	15,7	3
Services financiers	19,5	2
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	11,1	13
Pipelines, pétrole et gaz	7,0	22
Métaux et mines	2,0	14
Foresterie	0,6	-
Produits de consommation ²	5,9	15
Industriel / manufacturier ³	7,3	168
Agriculture	8,1	5
Industrie automobile	9,0	1
Autres ⁴	20,4	31
Total	125,2 \$	282 \$

Faits saillants

- Maintien du bon rendement des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux PME et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	Prêts bruts (en G\$)	T1 2019 Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	24,0 \$	336 \$	1,40 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	9,2	639	6,94 %
Prêts automobiles indirects	22,5	178	0,79 %
Cartes de crédit	13,5	273	2,02 %
Autres prêts aux particuliers	0,7	5	0,81 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	69,9 \$	1 431 \$	2,05 %
Variation par rapport au T4 2018 (\$ US)	0,7 \$	24 \$	0,01 %
Opérations de change	22,0	451	S. O.
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	91,9 \$	1 882 \$	2,05 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne
- Hausse des prêts douteux bruts dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto en raison principalement de tendances saisonnières

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour³

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^{er} rang	Total
> 80 %	4 %	6 %	14 %	6 %
De 61 à 80 %	37 %	31 %	52 %	38 %
<= 60 %	59 %	63 %	34 %	56 %
Cotes FICO actuelles > 700	90 %	90 %	87 %	90 %

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

3. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de novembre 2018. Cotes FICO mises à jour en décembre 2018.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T1 2019		
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Immobilier commercial	23,4 \$	102 \$	0,43 %
Immobilier non résidentiel	17,2	81	0,47 %
Immobilier résidentiel	6,2	21	0,34 %
Commercial et industriel	63,0	438	0,70 %
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	86,4 \$	540 \$	0,62 %
Variation par rapport au T4 2018 (\$ US)	2,5 \$	257 \$	0,28 %
Opérations de change	27,1	168	S. O.
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	113,5 \$	708 \$	0,62 %

Faits saillants

- Hausse des prêts douteux bruts principalement attribuable aux prêts associés aux secteurs de l'électricité et des services publics

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)	Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,4 \$	52 \$	Santé et services sociaux	9,4 \$	8 \$
Services de détail	5,4	10	Services professionnels et autres	7,7	48
Appartements	5,3	9	Produits de consommation ²	6,3	45
Résidentiel à vendre	0,1	1	Industriel/manufacturier ³	6,7	32
Industriel	1,2	5	Gouvernement/secteur public	9,3	10
Hôtels	0,7	12	Services financiers	2,6	22
Terrains commerciaux	0,1	8	Industrie automobile	3,3	6
Autre	5,2	5	Autres ⁴	17,7	267
Total Immobilier commercial	23,4 \$	102 \$	Total Commercial et industriel	63,0 \$	438 \$

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - Qualité du crédit
 - **Obligations sécurisées**
 - Régime de capitalisation interne

Programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées



Faits saillants

Panier de sûretés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada ■ Actifs ordinaires de premier rang non assurés dont le rapport prêt-valeur initial est de 80 % ou moins 		
Risques liés au marché du logement	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'évaluation la plus récente du bien immobilier doit être redressée au moins une fois par trimestre pour tenir compte des rajustements de prix ultérieurs à l'aide de la méthode d'indexation 		
Tests et améliorations du crédit	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="523 548 1151 748"> <ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement </td> <td data-bbox="1151 548 1856 748"> <ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation </td> </tr> </table>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation
<ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation 		
Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs	<ul style="list-style-type: none"> ■ Au moins deux agences de notation doivent en tout temps avoir des cotes courantes attribuées aux obligations en circulation ■ Tous les éléments déclencheurs doivent être établis en fonction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Remplacement d'autres contreparties • Création du fonds de réserve • Notations de pré-échéance • Période de regroupement d'espèces permise 		
Risques liés aux taux d'intérêt et au change	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gestion des risques liés aux taux d'intérêt et au change : <ul style="list-style-type: none"> • Swap de taux d'intérêt • Swap d'obligations sécurisées 		
Exigences de divulgation continue	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rapports mensuels aux investisseurs publiés sur le site Web du programme ■ Divulgation claire des faits importants dans le document d'appel public à l'épargne 		
Audit et conformité	<ul style="list-style-type: none"> ■ Exécution annuelle de procédures d'audit précises par un surveillant du panier de sûretés agréé ■ Émission d'un certificat de conformité annuelle à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) 		

Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD



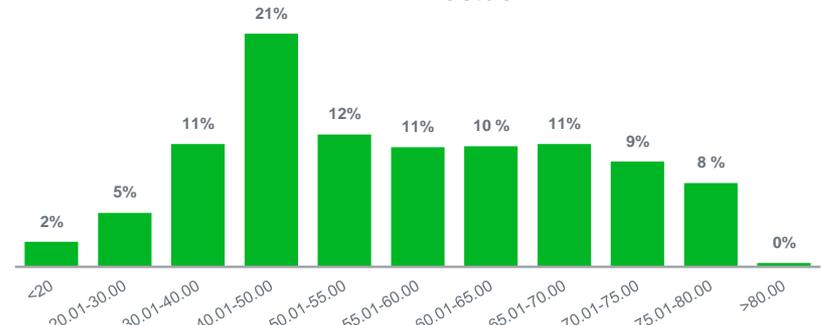
Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

- La valeur du programme législatif d'obligations sécurisées de la TD est de 50 G\$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA¹
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total², soit environ 52,5 G\$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à environ 36,1 G\$ CA, soit environ 2,75 % de l'actif total de la Banque. Il y a une marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Depuis janvier 2017, la TD souscrit aux exigences Covered Bond Label³ et ses rapports sont produits selon le modèle harmonisé pour la transparence (HTT).

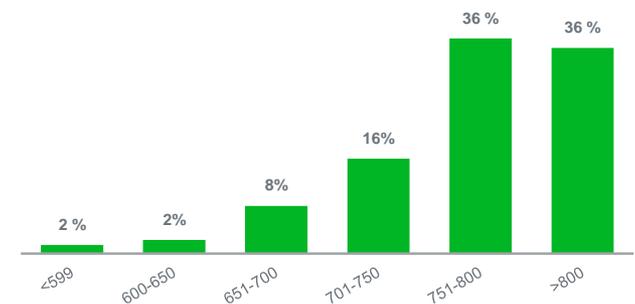
Panier de sûretés au 31 janvier 2019

- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD.
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 54 %⁴.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 771.

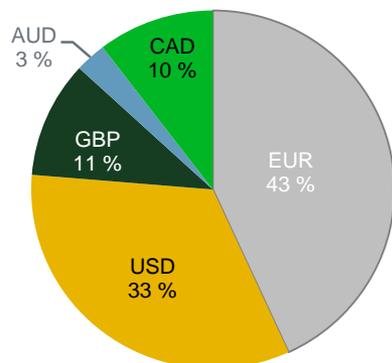
RPV actuel



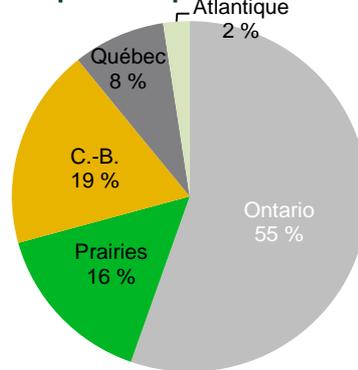
Cote de crédit



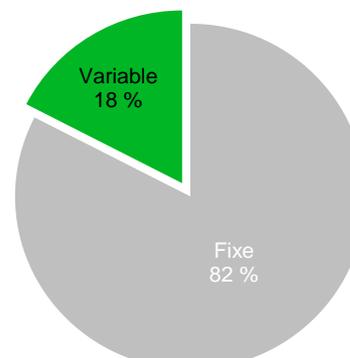
Émissions



Répartition provinciale



Type de taux d'intérêt



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 janvier 2019. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
 2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.
 3. La Covered Bond Label Foundation et ses sociétés affiliées ne sont pas associées aux obligations sécurisées de la TD; elles ne les approuvent pas et elles ne formulent aucune recommandation à leur égard.
 4. Le rapport prêt-valeur actuel est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale et pondéré en fonction du solde.

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - Qualité du crédit
 - Obligations sécurisées
 - **Régime de capitalisation interne**

Outils de règlement de la SADC



Outils de règlement

- **Remboursement des dépôts assurés** – en cas de fermeture d'une banque en faillite, la SADC rembourserait tous les dépôts assurés jusqu'à concurrence de 100 000 \$.
- **Vente forcée d'une banque en faillite** – lorsqu'un acheteur se serait manifesté, la SADC prendrait temporairement le contrôle de la banque en faillite, le temps que soit conclue la vente, afin d'assurer le maintien des services bancaires et la protection des dépôts assurés.
- **Institution-relais** – la SADC prendrait temporairement le contrôle de la banque en faillite et transférerait la totalité ou une partie des activités de la banque en faillite à une institution-relais, dont elle serait la propriétaire à titre temporaire, le temps de trouver un acheteur ou une solution émanant du secteur privé. Le transfert permet d'assurer le maintien des services bancaires essentiels et la protection des dépôts assurés.
- **Soutien financier** – la SADC pourrait offrir un soutien financier seulement ou avec d'autres outils de règlement. Ce soutien pourrait se faire sous forme de prêt, de garantie, de dépôt, d'entente de partage des pertes ou d'acquisition d'actions.
- **Régime de recapitalisation interne** – la SADC prendrait temporairement le contrôle d'une banque en faillite et convertirait en actions ordinaires certains ou la totalité de ses titres de créance pour la recapitaliser et l'aider à redevenir viable.

Mise en œuvre du régime de recapitalisation interne



Aperçu de la réglementation

- Le 18 avril 2018, le gouvernement du Canada a publié son Règlement définitif en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* et de la *Loi sur les banques*, expliquant en détail le régime de recapitalisation interne des banques ainsi que sa ligne directrice définitive relative à la capacité totale d'absorption des pertes (norme CTAP).
- Le Règlement sur l'émission en vertu de la *Loi sur les banques* et le Règlement sur la conversion en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* sont entrés en vigueur le **23 septembre 2018**.
- Toutes les banques d'importance systémique nationale (BISN) canadiennes devront se conformer à la ligne directrice CTAP d'ici au **1^{er} novembre 2021**.
- La loi s'appuie sur la trousse d'outils de règlement existante de la SADC pour lui permettre de prendre le contrôle temporaire d'une BISN défailante et accorde à la SADC le pouvoir légal de convertir certaines de ses créances admissibles en actions ordinaires de la banque au moment de la non-viabilité.
- Conformément à la ligne directrice CTAP, la Banque est assujettie à un ratio minimal de CTAP fondé sur les risques de 23,25 % (21,50 % plus une réserve pour stabilité intérieure de 1,75 %) pour les actifs pondérés en fonction des risques.

Aperçu du régime de recapitalisation interne



Portée du régime de recapitalisation interne

- **Passifs visés.** Créances à long terme de premier rang non garanties (durée initiale jusqu'à l'échéance d'au moins 400 jours) négociables et transférables (CUSIP, ISIN ou autre identification similaire) et émises le 23 septembre 2018 ou après¹. Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BSN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne.
- **Passifs exclus.** Les dépôts des clients (y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les CPG), les passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), les titres adossés à des créances mobilières et la plupart des billets structurés².
- Tous les éléments de passif visés, y compris ceux assujettis à une réglementation étrangère, sont sujets à conversion et doivent indiquer dans leurs conditions contractuelles que le titulaire du passif est lié par l'application de la *Loi sur la SADC*.

Modalités de la conversion aux fins de recapitalisation interne

- **Modalités de conversion flexible.** La SADC peut, à sa discrétion, décider de la quantité de créances admissibles devant être converties ainsi que du multiplicateur de conversion approprié³ de sorte à respecter la hiérarchie des créanciers et à opter pour un multiplicateur plus favorable que celui offert aux investisseurs de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).
- **Aucun élément déclencheur contractuel.** La conversion aux fins de la recapitalisation interne est assujettie à la détermination réglementaire de la non-viabilité, et non pas à un élément déclencheur établi.
- **Conversion de la totalité des FPUNV.** Il doit y avoir conversion de la totalité des instruments constituant des FPUNV avant que des créances de recapitalisation interne ne soient converties. Grâce à d'autres outils de règlement, les détenteurs d'anciens instruments de capital autres que des FPUNV pourraient également subir des pertes, ce qui ferait en sorte que les détenteurs de billets de recapitalisation interne bénéficieraient d'un traitement plus favorable que les détenteurs d'instruments de rang inférieur.
- **Principe « No Creditor Worse Off ».** La SADC indemniserait les investisseurs s'ils se retrouvent dans une situation pire dans le cadre d'une recapitalisation interne que si la banque avait été liquidée. Les détenteurs de créances de recapitalisation interne seront *de rang égal* aux détenteurs de titres de premier rang non garantis, notamment de dépôts, aux fins du calcul de la liquidation.
- **Conversion en actions.** Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, la recapitalisation interne est réalisée par la conversion en actions seulement, sans possibilité de dépréciation.

1. Les actions privilégiées et les titres de créance subordonnés autres que des FPUNV émis après le 23 septembre 2018 seraient également visés.

2. Selon la définition donnée dans le règlement sur la recapitalisation interne.

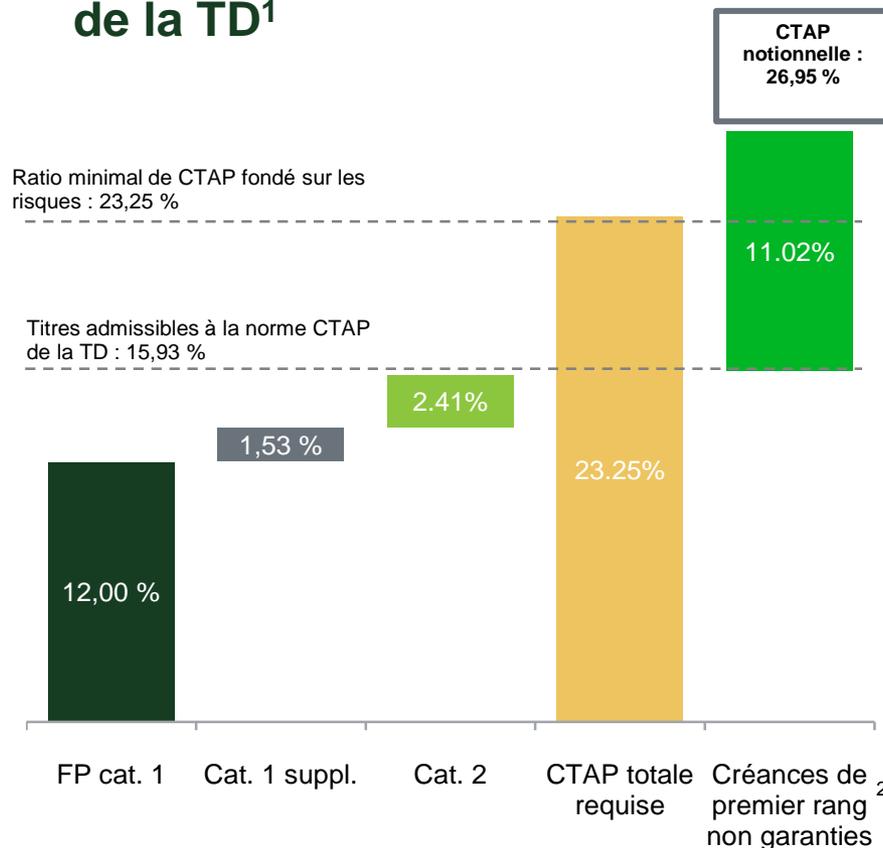
3. Au moment de déterminer le multiplicateur, la SADC doit tenir compte de l'exigence, prévue dans la Loi sur les banques (Canada), selon laquelle les banques doivent maintenir un capital suffisant et les instruments de recapitalisation interne de rang égal admissibles doivent être convertis dans la même proportion et recevoir le même nombre d'actions ordinaires par dollar afférent à la créance qui est convertie.

Exigences de la norme CTAP à la TD



- Les BISN canadiennes devront respecter les exigences de leur norme CTAP réglementaire d'ici à la date d'entrée en vigueur du 1^{er} novembre 2021.
- Le BSIF a stipulé que les BISN seraient assujetties à deux ratios réglementaires :
 - Ratio minimal de CTAP fondé sur les risques : **23,25 %** (21,50 % + réserve pour stabilité intérieure de 1,75 %)
 - Ratio de levier CTAP : **6,75 %**
- La TD s'attend à se conformer aux ratios réglementaires de la norme CTAP à sa date d'entrée en vigueur dans le cadre de ses activités courantes, sans avoir à modifier ses pratiques habituelles en matière de financement.
- Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BISN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne.

Ratios de capital réglementaires de la TD¹



Au 31 janvier 2019.

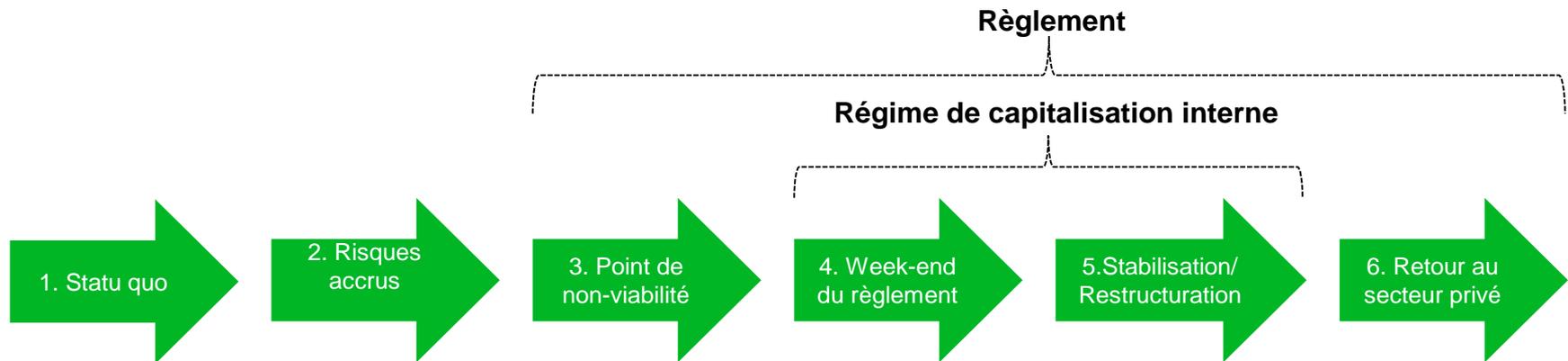
1. Les titres de créance de premier rang non garantis qui sont impayés comprennent les titres de créance de premier rang non garantis dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours, convertis au taux de change en vigueur le jour de l'émission. Exclut des billets structurés d'une valeur de 635 millions de dollars, assujettis au régime de recapitalisation interne des banques.

2. Convertis au taux de change en date du 31 janvier 2019.

Étapes de règlement aux fins de recapitalisation interne

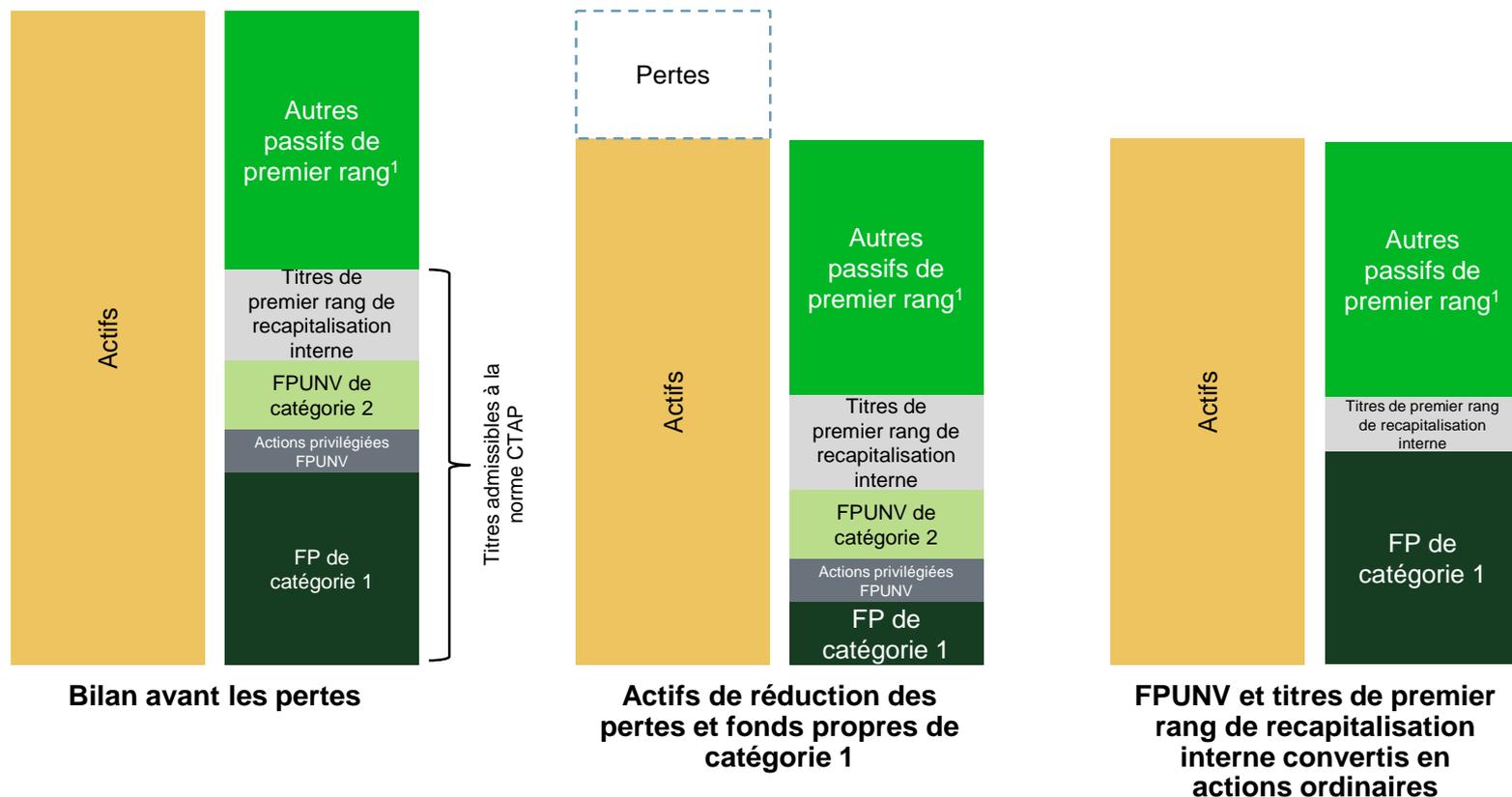


- Le règlement de faillite d'une BISN comporterait plusieurs étapes importantes. Le diagramme ci-dessous illustre les différentes étapes d'un règlement au moyen d'une recapitalisation interne. Il comprend une description de chaque mesure ou situation envisageable à chaque étape.



1. La BISN jouit d'une bonne situation financière.
2. La BISN éprouve de graves difficultés financières et pourrait subir des décotes de la part des agences de notation et avoir du mal à amasser des capitaux ou à obtenir du financement. La BISN peut mettre en œuvre son plan de redressement sous la supervision du BSIF, tandis que la SADC assure un suivi et prend des mesures préparatoires au besoin.
3. Moment où le surintendant des institutions financières conclut que la BISN n'est plus viable ou qu'elle est sur le point de cesser de l'être. Le ministre des Finances recommande au gouverneur en conseil d'autoriser la SADC à prendre temporairement le contrôle de la BISN devenue non viable et d'ordonner à la SADC de procéder à la recapitalisation interne de la banque au moyen de la conversion de certains titres.
4. La SADC prend temporairement la possession de la BISN. La conversion automatique d'instruments constituant des FPUNV en actions ordinaires commence. Les droits de vote des actionnaires ordinaires sont suspendus aussi longtemps que la SADC conserve le contrôle ou la possession de la BISN.
5. Les créances admissibles sont converties aux fins de recapitalisation interne. La SADC décide du montant des créances à transformer en actions ordinaires et du moment de ces conversions. D'autres mesures de restructuration sont prises à cette étape (p. ex., vente d'actifs toxiques). La SADC s'efforcera de ramener la BISN dans le secteur privé le plus vite possible, mais le gouverneur en conseil pourrait l'autoriser à en conserver le contrôle pendant une période maximale de cinq ans.
6. La SADC cède le contrôle de la BISN au secteur privé et les actionnaires ordinaires retrouvent tous leurs droits (vote et autres).

Exemple de l'incidence de la conversion aux fins de recapitalisation interne sur le bilan



Source : Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) – Exemple de conversion (recapitalisation interne)

¹ Passifs de premier rang exclus du régime de recapitalisation interne : dépôts des clients (y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les CPG), passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), contrats financiers admissibles (p. ex., les instruments dérivés) et la plupart des billets structurés.

Principe « No Creditor Worse Off »

- Dans un scénario où la SADC utilise un outil de règlement pour régler la faillite d'une banque, les actionnaires et les créanciers devraient se trouver dans une meilleure situation financière que si l'institution avait été liquidée.
- Les détenteurs de billets de recapitalisation interne ont droit à une indemnité égale à la différence, si elle est positive, entre la valeur de liquidation estimative et la valeur de règlement estimative des billets de recapitalisation interne estimée par la SADC.
- **Valeur liquidative estimée** – estimation de l'indemnité à laquelle les détenteurs de billets de recapitalisation interne auraient eu droit si l'institution financière avait été liquidée, en supposant que l'institution financière n'aurait reçu aucune aide ni aucun soutien financier de la SADC, de la Banque du Canada, du gouvernement du Canada ou d'une province dans le cadre de cette liquidation.
- **Valeur de résolution estimée** – comprend les deux valeurs suivantes :
 - valeur que la personne conserve au terme du règlement (p. ex., billets de recapitalisation interne non converties en actions ordinaires); et
 - valeur que la personne reçoit dans le cadre du règlement, que ce soit de la SADC, de l'institution financière ou d'un liquidateur (p. ex., actions ordinaires reçues en échange de titres admissibles à la recapitalisation interne ou toute autre somme ou tout autre titre reçu dans le contexte du processus de règlement).

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs





Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T1 2019